



Département des Alpes de Haute-Provence 04

**COMMUNE de PEYPIN**

*Lieu-dit : “ Les Blâches ”*

***TRAVAUX VRD***

***Aménagement Carrefour Grand Vigne  
Voie d'accès habitation***

**Travaux VRD**

***DOSSIER de CONSULTATION des ENTREPRISES***

**C. C. A. P.**

**( Cahier des Clauses Administratives Particulières )**

Maître d'ouvrage : *Commune de PEYPIN*

Maître d'oeuvre : *Cabinet CHOMONT*

- DOSSIER réf : 15-26 - février 2017

- C.C.A.P. -  
**CAHIER des CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**SOMMAIRE**

**ARTICLE 1 - Objet du Marché - Dispositions Générales :**

- 1-1 : Objet du marché
- 1-2 : Décomposition en tranches et en lots
- 1-3 : Forme du marché - Sous-traitance
- 1-4 : Maître d'ouvrage
- 1-5 : Maître d'oeuvre
- 1-6 : Géomètre

**ARTICLE 2 - Pièces Constitutives du Marché :**

- 2-1 : Pièces particulières
- 2-2 : Pièces générales

**ARTICLE 3 - Prix et Mode d'Évaluation des Ouvrages - Variation dans les Prix :**

- 3-1: Contenu des prix
- 3-2: Détermination des prix et paiement
- 3-3: Acomptes mensuels
- 3-4: Paiement des co-traitants et des sous-traitants

**ARTICLE 4 - Délais d'Exécution - Pénalités**

- 4-1: Délais d'exécution des travaux
- 4-2: Prolongation du délai d'exécution
- 4-3: Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux
- 4-4: Pénalités pour retard et absence aux réunions de chantier
- 4-5: Pénalités diverses
- 4-6: Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

**ARTICLE 5 - Clauses de Financement et de Sûreté**

- 5-1: Retenue de garantie ou caution bancaire
- 5-2: Avance forfaitaire
- 5-3: Avance sur approvisionnement

**ARTICLE 6 - Provenance, Qualité, Contrôle et Prise en Charge des Matériaux et Produits**

- 6-1: Provenance des matériaux et produits
- 6-2: Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

**ARTICLE 7 : Implantation des Ouvrages:**

- 7-1: Piquetage général et particulier
- 7-2: Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

**ARTICLE 8 - Préparation, Coordination et Exécution des Travaux:**

- 8-1: Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- 8-2: Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail
- 8-3: Mesures d'ordre social - Réglementation du travail
- 8-4: Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers
- 8-5: Rendez-vous de chantier - Réunion de coordination

**ARTICLE 9 - Contrôles et Réception des Travaux - Garantie - Assurance:**

- 9-1: Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 9-1.1: Essais et contrôles complémentaires
- 9-2: Réception
- 9-3: Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9-4: Documents fournis après exécution - délai de fourniture - retenue financière
- 9-5: Délai de Garantie de Parfait Achèvement
- 9-6: Garanties des travaux réalisés
- 9-7: Assurances
- 9-8: Réserves

**ARTICLE 10 - Mesures coercitives et refus des installations**

**ARTICLE 11 - Litiges**

**ARTICLE 12 - Dérogations**

=====

**Commune de Peipin 04**

**TRAVAUX VRD**

***Aménagement Carrefour Grand Vigne  
et Voie d'Accès habitation***

**- C. C. A. P. -**

**CAHIER des CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Article Premier - Objet du Marché - Dispositions Générales:**

**1-1 : Objet du marché :**

Les prestations du présent **C.C.A.P.** ( Cahier des **C**lauses **A**dmistratives **P**articulières ) concernent les travaux requis pour la mise en place de l'aménagement du Carrefour Grand Vigne.

Cette réalisation a pour objet la mise en sécurité du carrefour entre le route Départementale et la desserte des constructions d'habitation . Cette réalisation sera réalisée concomitamment à l'aménagement de la RD4085 organisée par le Conseil départemental. Les travaux sont situés sur la Commune de Peipin au lieu-dit : " *Les Blâches* ".

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le **C.C.T.P.** ( Cahier des **C**lauses **T**echniques **P**articulières ) et le **BP** ( bordereau des prix ) associé.

**1-2 : Décomposition en tranches et en lots :**

Sans objet

**1-3 : Forme du marché - Sous-traitance :**

Le marché sera confié à un entrepreneur unique.

Le titulaire du marché est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ainsi que de l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En cas de sous-traitance, l' entrepreneur reste personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché.

En cas de groupement d'entreprises, elles seront conjointes solidaires.

**1-4 : Maître d'ouvrage :**

**Commune de Peipin**

représentée par Monsieur **Frédéric DAUPHIN** (maire),  
Le Village - 04200 PEIPIN

Téléphone : 04 92 62 44 17 Fax : 04 92 62 52 40

**1-5 : Maître d'oeuvre :**

CABINET CHOMONT

- **M. Élie CHOMONT** - responsable technique -

Bureaux : Immeuble " Le Trianon " - 3, Rue du Gymnase - 04200 SISTERON

Téléphone : 04 92 62 64 34 Fax : 04 92 62 66 43

Mel : [geochomont@aol.fr](mailto:geochomont@aol.fr)

**1-6 : Géomètre :**

CABINET CHOMONT (géomètre-expert foncier) :

- **M. Élie CHOMONT** - Responsable technique

Bureaux : Immeuble " Le Trianon " - 3, Rue du Gymnase - 04200 SISTERON

- Téléphone : 04 92 62 64 34

- Fax : 04 92 62 66 43

**Article 2 - Pièces Constitutives du Marché :**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

**2-1 : Pièces particulières :**

- Le Règlement de la consultation
- La lettre d'engagement
- CCAP ( Cahier des Clauses Administratives Particulières )
- CCTP ( Cahier des Clauses Techniques Particulières )
- BP ( Bordereau de Prix )
- DQE ( Devis Quantitatif et Estimatif ) Tranche ferme et conditionnelle
- Plans des travaux VRD

**2-2 : Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- **C.C.T.G.** ( Cahier des Clauses Techniques Générales ) applicables aux marchés publics de travaux.
- **Fascicule 70** (ouvrage assainissement), **Fascicule 71** (canalisation, robinetterie).
- **C.C.A.G.** (Cahier des Clauses Administratives Générales ) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- Toutes les réglementations en vigueur pour ce type d'aménagement VRD

### **Article 3 - Prix et Mode d'Évaluation des Ouvrages - Variation dans les Prix :**

#### **3-1 : Contenu des prix :**

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux, et notamment de toutes les prescriptions, garanties, assurances, sujétions et obligations associées au marché.

Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux. Les prix unitaires du devis estimatif sont des prix HT ( hors taxes ). Les prix TTC (toutes taxes comprises) sont obtenus en ajoutant la TVA au taux en vigueur, le taux applicable sera celui en vigueur à la date du paiement.

#### **3-2 : Détermination des prix et paiement :**

Les prestations de l'Entreprise telles que définies au C.C.T.P. ( Cahier des Clauses Techniques Particulières ) et pièces annexes, seront rémunérées par application d'un prix identifié dans le **DQE** ( **D**evis **Q**uantitatif et **E**stimatif ) associé au **BP** ( bordereau des prix). Ce prix réputé ferme, sera ni révisé, ni actualisé.

Seront supprimés, en totalité ou partiellement du détail estimatif, les travaux non réalisés par l'entreprise.

Des ajustements aux quantités en fonction des travaux réalisés seront repris d'un commun accord avec le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage, à partir de constats contradictoires.

#### **3-3 : Acomptes mensuels :**

Au cours de l'exécution du marché, des acomptes mensuels peuvent être versés pour des prestations réalisées.

Le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur est déterminé à partir du décompte mensuel.

Les situations présentées pour le 25 (vingt-cinq) du mois en cours, seront réglées suivant la réglementation en vigueur.

#### **3-4 : Paiement des co-traitants et des sous-traitants :**

Il sera fait application des dispositions réglementaires.

Les sous-traitants acceptés dans les formes réglementaires, pourront être payés directement.

### **Article 4 - Délai d'Exécution - Pénalités :**

#### **4-1 : Délai d'exécution des travaux :**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

A compter de la date fixée par l'ordre de service, qui indique le début des travaux, le délai global est de 60 ( soixante ) jours pour la totalité des travaux sauf délais proposés par l'entreprise et acceptés par la maîtrise d'ouvrage.

#### **4-2 : Prolongation du délai d'exécution :**

La prolongation du délai sera fonction des stipulations du C.C.A.G., seules applicables.

#### **4-3 : Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux :**

L'entrepreneur subira une pénalité en fonction du non-respect des délais stipulés dans l'acte d'engagement à savoir :

- 150,00€ ( cent cinquante euros ) par jour calendaire de retard, et ce sans préjudice de tous recours, pour la tranche ferme à réaliser en 120 ( cent vingt ) jours ou délais proposés.

#### **4-4 : Pénalités pour retard et absence aux réunions de chantier :**

Les réunions de chantier auront lieu toutes les semaines sur convocation du maître d'oeuvre ou de la personne responsable du marché.

Les retards ou absence aux réunions de chantier seront sanctionnés par une pénalité de 50€ ( cinquante euros ).

#### **4-5: Pénalités diverses :**

- Retard dans l'enlèvement de matériel et matériaux sans emploi, par jour calendaire : 100,00 € ( cent euros ).
- Défaut de dispositions de nettoyage du chantier, par jour calendaire : 150,00€ ( cent cinquante euros ).
- Défaut de prise de dispositions de Sécurité, pour le personnel et les tiers, par jour calendaire : 150,00€ ( cent cinquante euros ).

#### **4-6 : Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :**

Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux par jour calendaire : 150,00€ ( cent cinquante euros ).

### **Article 5 - Clauses de Financement et de sûreté :**

#### **5-1 : Retenue de garantie ou caution bancaire :**

Une retenue de garantie de 5% ( cinq pour cent ) du montant des travaux sera opérée dans les conditions réglementaires, sauf présentation d'une caution par l'Entrepreneur. Elle sera restituée, pour autant que le titulaire du marché ait rempli ses obligations, à la suite de la mainlevée par le Maître d'Ouvrage dans un délai d'UN MOIS suivant l'expiration du délai de garantie

#### **5-2 : Avance forfaitaire :**

L'entreprise pourra demander une avance forfaitaire de 5% conformément au Code des Marchés Publics.

#### **5-3 : Avance sur approvisionnement :**

Il n'est pas prévu d'avance sur approvisionnement.

### **Article 6 - Provenance, Qualité, Contrôle et Prise en Charge des Matériaux et Produits :**

#### **6-1 : Provenance des matériaux et produits :**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

#### **6-2 : Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits :**

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé.

#### **Article 7 - Implantation des Ouvrages:**

##### **7-1 : Piquetage général et particulier :**

Le piquetage général est effectué sous contrôle du maître d'oeuvre et du maître d'ouvrage. Les piquetages ayant des incidences sur les limites foncières devront être matérialisés par le géomètre-expert chargé de l'opération à la charge financière de l'entreprise.

##### **7-2 : Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué contradictoirement avec le maître d'oeuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Il appartient à l'entreprise de convoquer les représentants des concessionnaires concernés avant piquetage. Ce piquetage sera effectué en présence du maître d'oeuvre.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit prévenir, dix jours au moins avant le début des travaux, l'exploitant des canalisations ou câbles.

#### **Article 8 - Préparation, Coordination et Exécution des Travaux :**

##### **8-1 : Période de préparation - Programme d'exécution des travaux :**

Aucune période de préparation n'est fixée.

L'entrepreneur est tenu de soumettre au visa du maître d'oeuvre, le programme d'exécution des travaux, objet du marché et le prévisionnel des installations de chantier, dans un délai de sept (7) jours après notification de l'approbation du marché.

Le programme comprendra :

- ▶ Le plan général des installations de chantier (Plan Général de Coordination ).
- ▶ Les documents justifiant de toutes les démarches et déclarations auprès des services concessionnaires nécessaires au chantier
- ▶ Le détail du matériel amené in-situ :  
matériel utilisé - matériel à commander, délais, et matériel en possession de l'entreprise.
- ▶ Le prévisionnel qualitatif et quantitatif du personnel affecté au chantier.
- ▶ Le planning détaillé d'avancement des travaux et chronologie d'avancement.

##### **8-2 : Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail :**

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire du marché et soumis au visa du maître d'oeuvre et maître d'ouvrage.

##### **8-3 : Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail:**

L'entrepreneur se conformera à la réglementation en vigueur au jour de la conclusion du marché.

#### **8-4 : Organisation - Sécurité et Hygiène des chantiers :**

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions, afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des personnels y compris des personnes étrangères à l'opération, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur, ainsi que tous les règlements de police, de voiries et autres règlements en vigueur.

L'entrepreneur doit spécialement procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier : échafaudage, garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc, ou charge de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

L'entrepreneur est tenu d'avoir en permanence sur le chantier, pendant l'exécution des travaux, un représentant qualifié, pour prendre toutes décisions, sans avoir à en référer préalablement.

#### **8-5 : Rendez-vous de chantier - Réunions de coordination :**

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier selon une fréquence hebdomadaire provoquée par le maître d'oeuvre ou le maître d'ouvrage, et à toutes les réunions de coordination, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ, des ordres nécessaires au personnel de l'entreprise sur le chantier.

La présence de l'entrepreneur aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que se soit, entraîne sa responsabilité.

—

### **Article 9 - Contrôles et Réception des Travaux - Garantie - Assurance :**

#### **9-1 : Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux :**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont exécutés :

- sur le chantier par l'entreprise en présence du maître d'oeuvre et d'un représentant du maître d'ouvrage.
- Les contrôles s'appliqueront à tous les travaux relatifs au marché comprenant notamment :

Chaussées - Bordures, murets, maçonnerie - Réseaux (conduites, regards, fontainerie)

Les dispositions relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

##### **9-1.1: Essais et Contrôles complémentaires:**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont réputés compris dans le prix ou le cas échéant en dépenses contrôlées.
- s'ils sont effectués par un tiers après validation du maître d'ouvrage, ils sont rémunérés directement pas le maître de l'ouvrage.



**9-2 : Réception :**

La réception des travaux sera prononcée, à la demande de l'entreprise, par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'oeuvre.

La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement des prestations afférentes à la réalisation des travaux du marché.

Les modalités d'application seront conformes aux C.C.A.G.

**9-3 : Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :**

En cas de besoin, le maître d'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages ou parties d'ouvrages achevés, en fonction de l'avancement des travaux.

**9-4 : Documents fournis après exécution, délais de fourniture, retenue financière :**

Les éléments inhérents aux travaux devront être fournis conformément au C.C.T.P.

Les plans de récolement devront être fournis sous 15 ( quinze ) jours après finition des travaux afin de pouvoir les diffuser aux organismes administratifs.

Les documents comprennent également le DQE complet.

***Retenue financière***

Lors de l'établissement du DGD un montant de 3.000,00 € (trois mille euros) sera retenu tant que les documents de récolement ne seront pas fournis au maître d'ouvrage.

**9-5 : Délai de Garantie de Parfait Achèvement :**

Le délai de garantie de parfait achèvement est de 1 ( un ) an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant cette période de garantie, l'entrepreneur est tenu de remédier à tous désordres

éventuels et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception.

Les modalités d'application seront conformes aux articles 41 et 44 du C.C.A.G.

**9-6 : Garanties des travaux réalisés :**

Le délai de garantie de travaux réalisés sera conforme à la réglementation en vigueur.

**9-7 : Assurances:**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que ses sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- de la police d'assurance individuelle de base couvrant les responsabilités qui peuvent leur incomber si des dommages (partiel ou total) en cours de travaux ou durant la responsabilité décennale intervenaient sur le chantier  
( articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil ).
- de la police personnelle de responsabilité civile pour dommages de toutes natures causés à un tiers, par le matériel d'industrie, de commerce, ou d'entreprise ou d'exploitation.

Le maître d'ouvrage pourra exiger une augmentation des plafonds de garanties si les travaux imposent une assurance plus étendue.

L'entrepreneur ainsi que les sous-traitants devront fournir le justificatif du règlement des primes d'assurances.

**9-8 : Réserves:**

Les réserves devront être levées dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception.

**Article 10 - Mesures Coercitives et Refus des Installations:**

Après mise en demeure, le maître d'ouvrage aura la possibilité de faire application des mesures coercitives prévues à l'Article 48 du C.C.A.G., notamment la mise en régie des travaux.

**Article 11 - Litiges**

En cas de litige, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Marseille.

---

**Article 12 - Dérogations:**

Dans le présent C.C.A.P. article 4-3, il est dérogé à l'article 20-1 du C.C.A.G.

-----

*L'Entrepreneur,  
Mention Manuscrite « Lu et Accepté »*

*Fait à .....  
le.....*

*Fait à .....  
le .....*

*l'entrepreneur*

*le pouvoir adjudicateur,*